



LE POINT SUR LES NÉGOCIATIONS

Le 13 novembre 2016

Nos intenses activités des deux premières semaines nous ont permis d'obtenir un appui de taille quant à la résolution prochaine de notre conflit de travail : le Barreau du Québec s'est adressé aux parties, demandant la reprise des négociations pour mettre fin à la crise qui secoue tout le système de justice québécois.

Talonné publiquement par l'opposition officielle à l'Assemblée nationale quant à notre demande de réforme de notre régime de négociation, le président du Conseil du trésor et ministre des Finances, Carlos J. Leitão est finalement ressorti de son mutisme et nous a invités à retourner à la table de négociation.

Or, les faits nous font encore une fois douter de la bonne foi de monsieur Leitão. En effet, M^e François Perron, représentant du Secrétariat du Conseil du trésor, nous a indiqué plus tard la même journée qu'il n'avait aucun mandat pour négocier notre demande de réforme de notre régime de négociation... Nous avons donc rectifié les faits auprès des médias, avons haussé le ton notamment via nos nouvelles affiches et avons rencontré, simultanément à Québec et Montréal, les adjoints du Premier ministre afin de demander son intervention dans le dossier.

Par ailleurs, il semble que les cadres juridiques aient espéré que le conflit de travail se résoudrait plus rapidement. Les demandes de services essentiels non couverts par la décision du Tribunal administratif du travail se sont multipliées cette semaine. Nous avons catégoriquement refusé de fournir ceux-ci. Il en ressort que l'Association des cadres juridiques de la fonction publique s'est adressée à monsieur Leitão pour souligner l'importance et la particularité de nos fonctions.

Ce lundi 14 novembre, nous serons réunis en Assemblée générale afin de déterminer si nous nous donnons les moyens d'augmenter encore davantage la pression sur le gouvernement afin qu'ils commencent enfin à négocier sérieusement, en vue d'un règlement juste et durable de la situation.



Les avocats et notaires
de l'État québécois